

Une situation de plus en plus paradoxale

Par [JFB](#) le ven 18/03/2011 - 11:52

Le secteur pharmaceutique est un des vecteurs de développement d'une économie moderne telle que conçue par le Traité de Lisbonne, tout en constituant un bassin d'emploi, propre à limiter, en partie, la fuite des cerveaux dans le domaine de la recherche médicale. Malgré la forte valeur ajoutée que représente de multiples centres de recherche pharmaceutique et clinique, les sociétés pharmaceutiques sont lourdement imposées.

Le secteur pharmaceutique est indubitablement une des richesses de la nation hongroise. Fort d'une tradition plus que centenaire dans ce domaine, le pays forme des chercheurs reconnus qui ont été longtemps obligés de partir à l'étranger pour trouver un poste et des conditions de travail à leur mesure. Ce secteur représente 20 % de la Recherche et Développement totale du pays, a employé 13200 personnes en 2008 dont 4790 diplômés, 1930 d'entre eux travaillant spécifiquement dans la R & D.

En construisant des centres de recherche à la pointe de la technologie et en offrant des salaires attractifs, les sociétés pharmaceutiques contribuent à limiter la fuite des cerveaux, tout en permettant, grâce aux recherches cliniques, la formation continue des médecins du secteur hospitalier. En 2008, 12 sociétés pharmaceutiques ont ainsi financé des recherches cliniques dans 855 établissements pour un montant total de 50 milliards de forints.

Ce secteur contribue aussi fortement au financement du système de santé hongrois et à la modernisation des hôpitaux. Selon la stratégie de développement économique adoptée par l'UE, concrétisée par le Traité de Lisbonne (art 179 à 190), la recherche scientifique est la clé du développement de l'économie européenne. De fait, les sociétés pharmaceutiques présentes en Hongrie investissent massivement dans ce domaine avec leurs propres fonds.

De plus, les médicaments produits en Hongrie étant majoritairement exportés, puisque 70 % sont vendus à l'étranger, le secteur représente une part non négligeable de l'ensemble des exportations et participe de ce fait à un meilleur

équilibre de la balance commercial.

Face à ce bilan positif, on trouve une politique publique qui depuis plusieurs années ne prend pas suffisamment cette réalité en compte et diminue le financement des médicaments tant au niveau des aides à la recherche qu'au niveau de l'accès des patients aux médicaments.

Les taxes supplémentaires qui touchent le secteur pharmaceutique, taxe de 12 % sur les produits, et en plus de 19000 euros par visiteur médical, ont représenté un montant de 190 millions d'euros en 2010.

Cette situation, représente un risque pour l'économie, non seulement parce qu'il pourrait inciter les sociétés pharmaceutiques à limiter leurs investissements, mais surtout, parce qu'en limitant ainsi l'accès aux médicaments innovants, les pouvoirs publics diminuent la productivité nationale en augmentant le nombre de patients qui devront être hospitalisés.

Xavier Glangeaud

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel